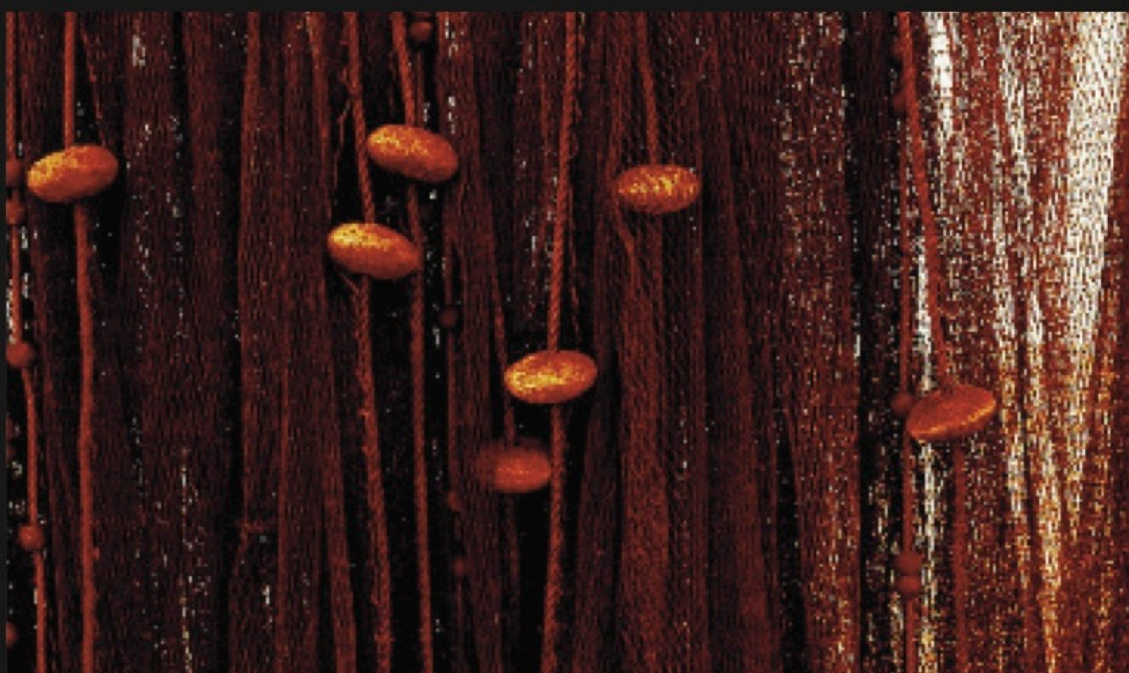


Julie Denouël, Fabien Granjon
Aurélië Aubert

Médias numériques et participation

Entre engagement citoyen et
production de soi



MEDIA
CRITIC

mare & martin

Introduction¹

Fabien Granjon

Centre d'Études sur les Médias, les Technologies et l'Internationalisation
Université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis

Le « participatif » est devenu, en quelques années, une sorte de panacée (à tout le moins un imaginaire social à tendance idéologique) censée résoudre, au sein des sociétés capitalistes avancées, les faiblesses et les manquements de la démocratie représentative (dépolitisation, crise de la participation politique, défiance vis-à-vis de la représentation, populisme, etc.), par la mise en œuvre de dispositifs de collaboration rapprochant les citoyens du pouvoir (Rosanvallon, 2008) : conseils de quartier, cellules de planification (*planungszellen*), jurys citoyens, budgets participatifs, conférences de consensus, forums hybrides, forums civiques, assemblées citoyennes, etc. (Bacqué, Sintomer, 2010). Se déclinant dans des versions plurielles au point de supporter des idéaux antagonistes, le « participatif » semble pouvoir faire bon ménage, tant avec les principes fonctionnels de la démocratie délibérative, directe, locale ou « de proximité », qu'avec les institutions internationales (UNESCO, Banque mondiale, ONU, etc.), leurs divers sommets mondiaux et leurs politiques utilitaristes de démantèlement des États-providences, ou bien encore, dans un tout autre registre, avec certains impératifs organisationnels et d'action portés par les mouvements sociaux (Occupy, les Indignés, etc. – Castells, 2012), l'altermondialisme (Aguiton, Cardon, 2007), etc. Le « participatif » semble ainsi s'imposer, dans le meilleur des cas, comme une nécessité démocratique pratique (Loïc Blondiaux et Yves Sintomer évoquent à cet égard l'existence d'un *impératif délibératif* – 2002 – ou d'un *impératif participatif* – Blondiaux, 2008), visant l'instauration d'autres modalités de gouvernance et d'invention du politique : mettre en œuvre une citoyenneté d'un « nouveau » genre qui, fut-elle partielle et éphémère, puisse s'ancrer dans des formes d'égalité sociale les moins déléгатives possibles (une « démocratie d'interaction » selon les termes de Pierre Rosanvallon – 2008).

Cet intérêt pour la *culture participative* et les innovations procédurales, chevillé aux évolutions contemporaines d'une politique se voulant plus « moderne » (Neveu, 2007), a également trouvé un relais de choix dans le déploiement sans précédent des technologies numériques d'information et de communication : « blogs, forums, journalisme participatif : tout se passe comme si aujourd'hui, les coûts, matériels et symboliques, d'accès à l'expression politique publique avaient baissé au point de permettre à tout un chacun de faire entendre sa voix. Là où la démocratie représentative se satisfait pleinement d'un peuple silencieux dans l'intervalle entre les élections, pourvu qu'il laisse les experts et les élus gouverner, les citoyens des démocraties contemporaines n'acceptent plus de se taire. Ils revendiquent, pour une partie d'entre eux au moins, un droit à la reconnaissance et la critique » (Blondiaux, 2008 : 6). *De facto*, le développement des médias numériques et l'émergence du Web 2.0 sont venus renforcer la croyance dans un devenir participatif du culturel, du politique et du social (Jenkins, 2009). Aussi, à l'instar de la « machine politique », la production médiatique a-t-elle été envisagée comme devant évoluer radicalement. Et sa transmutation est considérée comme devant être le résultat de la créativité de *pro-ams* dont on a pensé qu'ils pourraient être les

¹ La publication du présent ouvrage a bénéficié d'un double financement apporté par l'Université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis, ainsi que par le laboratoire Pralin, UMR 5267 CNRS de l'Université Montpellier 3 Paul-Valéry. Nous remercions nos institutions respectives sans l'aide desquelles ce projet n'aurait pu se concrétiser.

initiateurs de nouveaux dispositifs affinitaires d'*empowerment*, susceptibles de mettre fin tant à la « mal-information », au manque d'intérêt politique, qu'aux monopoles médiatiques dominants de la parole publique (Blau, 2004).

Les recherches qui se sont intéressées à la production d'information dont l'initiative ne revient pas à des professionnels de l'actualité se sont *grosso modo* structurées autour de trois perspectives ayant des attendus dissemblables quant aux publics à enquêter, aux questionnements à mettre en œuvre et aux approches théoriques à mobiliser. Il est ainsi possible d'identifier une première famille de travaux dont les repères conceptuels sont assez fortement différenciés, mais plutôt d'orientation critique, et dont l'intérêt commun est de s'intéresser à la production d'information sous l'angle de l'action et des mobilisations collectives. Nous avons, ailleurs (Cardon, Granjon, 2010), proposé de désigner par le syntagme « *médiactivisme* », ces catégories de la production d'information relevant d'investissements plus spécifiquement militants. Par là-même, nous entendons qualifier l'ensemble des mobilisations sociales progressistes qui orientent leur action collective vers la critique des médias dominants et/ou la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production d'information. Force est en effet de constater que le développement de médias professionnels a suscité de nombreuses inquiétudes et à encourager une production alternative d'information en opposition, ou « à côté » de celle de nature strictement journalistique. L'histoire des médias modernes (la presse écrite, le cinéma, la radio, la télévision, Internet) est même inséparable de celle des critiques qui les ont accompagnées en cherchant à produire d'« autres » manières de représenter le monde tel qu'il va (Laulan, Perriault, 2007). Complément nécessaire à la représentation politique, l'espace public médiatique de masse a ainsi été mis en tension par l'existence même d'*espaces publics oppositionnels* (Negt, 2007) à l'initiative de la critique et des mouvements sociaux. Constitutives de la vitalité démocratique, ces formes de la conflictualité sociale traduisent à l'évidence une insatisfaction durable à l'égard des représentations du monde qui nous sont données et la volonté constante d'en corriger les effets.

Selon John Downing (2001), les « médias radicaux » se caractérisent ainsi par leur opposition commune à l'ordre social et leur participation à une sphère publique alternative qui s'opposerait à une sphère publique médiatique minée par sa privatisation et les phénomènes de *relations publiques généralisées* (Miège, 1997) qui en caractériseraient les plus récents développements (Habermas, 1993). Sans s'inscrire de manière revendiquée dans le sillage de Jürgen Habermas, Downing adopte néanmoins, à l'instar du philosophe allemand, un positionnement théorique où l'information, la communication et les imaginaires sociodiscursifs alternatifs sont les clés de dynamiques émancipatoires en ce qu'ils sont susceptibles de fonder les bases d'une rationalité communicationnelle critique et d'une intersubjectivité pratique nouvelles conduisant au changement social. D'autres auteurs comme Chris Atton (2002), Clemencia Rodriguez (2001) ou encore Andrea Langlois et Frédéric Dubois (2006) développent quant à eux, avec de nombreuses nuances, une vision des médias non professionnels, davantage liée à leur capacité à produire des méthodes de création, de production et de distribution non-standardisées, autorisant une participation élargie. Dans cette perspective, l'information alternative a vocation à produire des représentations inédites, mais surtout des *agir* individuels et collectifs visant la consolidation d'un entre-soi et le renfort de valeurs morales et politiques. Cette autre « posture critique » est donc davantage liée, bien que ni s'y résument jamais totalement, à une production d'information qui ne prend pas tant le contre-pied des contenus médiatiques *mainstream* que celui des modalités de fonctionnement du champ journalistique en tant qu'il réserve notamment la prise de parole à quelques individus autorisés. Ici, la question de la vérité (ou

de la révélation d'une autre vérité) ne s'inscrit pas dans l'horizon d'une possible objectivité car celle-ci est jugée impossible ou peu désirable. La visée centrale est l'affirmation des subjectivités et l'assurance de la diversité des points de vue rendue possible par l'élargissement du nombre des producteurs d'information. Ce qui est ainsi valorisé dans une visée expressive, c'est la redistribution et la généralisation de la capacité des acteurs à accéder aux ressources de symbolisation et de représentation du monde social.

Dans des travaux antérieurs (Cardon, Granjon, 2010 ; 2006 ; 2005 ; 2003), nous avons, par conséquent, insisté sur cette tension interne traversant continûment les mobilisations informationnelles². Si ces dernières se caractérisent par le rapport critique qu'elles entretiennent à l'égard des médias professionnels, il semble possible de considérer que ce rapport s'est constitué autour de deux orientations sensiblement différentes. Ce sont ces deux directions de la critique qui nous ont semblé constituer la dynamique interne du médiactivisme. D'inspiration marxiste, la première orientation de la critique des médias dénonce par exemple les effets de la monopolisation de la production de l'information par des conglomérats économique-politiques de plus en plus concentrés, mais elle vilipende également la recherche du profit et la vente du public à des annonceurs, la simplification des analyses, l'absence de visibilité donnée à certains événements, la reproduction des schèmes de perception et de pensée du libéralisme, ou encore la clôture de l'espace journalistique sur ses enjeux professionnels. Cette critique, que nous avons appelée « *contre-hégémonique* », s'attache à mettre en lumière la fonction propagandiste des médias et appelle à la création d'un contre-pouvoir critique. Mais, parallèlement, une autre orientation de la critique des médias que nous avons qualifié d'« *expressiviste* » dénonce, elle, la réduction de la couverture des événements par les médias traditionnels aux seules activités des acteurs dominants. Elle revendique ainsi un élargissement des droits d'expression des personnes en proposant des dispositifs de prise parole ouverts qui doivent leur permettre de s'affranchir des contraintes imposées par les formats médiatiques professionnels. Bien qu'étroitement solidaires, ces deux orientations de la critique des médias ont donné naissance à des mobilisations informationnelles de nature très différente (Downing, 2011). Pléthoriques, les expériences « alter-médiatiques » ne sauraient être ici détaillées, notamment parce qu'elles constituent des formes de conflictualité sociale et culturelle historiquement situées dont chaque version dépend étroitement des conditions sociales et politiques eu sein desquelles elle s'actualise. Au risque de la caricature, il nous semble toutefois possible de considérer que l'histoire des médias alternatifs témoigne du passage progressif d'un médiactivisme fortement inséré dans un cadre partisan et idéologique vers des formes plus individualisées d'engagement expressif. Cette évolution accompagne, d'une part, les transformations du répertoire d'action des mouvements sociaux qui se caractérise par une individualisation et une pluralisation des formes d'engagement et, d'autre part, l'évolution des environnements techno-médiatiques.

C'est à partir de ce dernier constat qu'ont été conduits d'autres travaux qui, relativement proches des recherches menées sur le médiactivisme, se sont toutefois davantage intéressés aux aspects individualisés de la production d'information (Granjon, 2006). Les tenants du *post-médiatisme* ont notamment, dans le sillage de Félix Guattari (1996), théorisé les processus de déstructuration du système médiatique et de ses monopoles de connaissances. À la racine de cette mutation, il y aurait la « prolifération des agents d'énonciation » (Bifo, 2005), instituant une « réalité [qui] se défait au profit de l'expérimentation » (Videcoq *et al.*, 2005 : 13)

² Par le syntagme « mobilisations informationnelles », nous entendons qualifier l'ensemble des mobilisations sociales progressistes qui orientent leur action vers la critique des médias dominants et/ou la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production d'information.

et modifiant le régime de vérité caractéristique du journalisme (Blondeau, 2007). La production d'information *via* Internet serait ainsi le vecteur d'une *resingularisation* permettant de « court-circuiter le médium au niveau de sa structure, dans son système de fonctionnement linguistique, technologique, de s'attaquer aux agencements, aux interfaces, de réagencer et de refinaliser le dispositif, et pas seulement le contenu qu'il produit » (Bifo, 2005 : 16-17). Le *moléculaire* serait enfin en capacité de prendre sa revanche sur le *molaire* et d'assurer, par le biais de ces nouveaux dispositifs techno-sémiotiques, la prolifération et l'inscription des subjectivités dans un nouvel espace éditorial mêlant technique et affects. Fétichisé, le réseau Internet devient alors une matrice relationnelle susceptible de résoudre « techniquement » les contradictions des sociétés contemporaines en redonnant toute sa place au sujet. N'appréhendant *in abstracto* que les qualités morphologiques de dispositifs sociotechniques, la vision développée est ici foncièrement organiciste. C'est celle d'une information vivante, autonome, désintermédiée qui fait disparaître les agents collectifs et individuels qui pourtant la produisent, la font circuler, la font vivre. Rien n'est dit sur le processus même de production et de reproduction de ces nouvelles subjectivités sociales, sur les formes objectives qu'elles sont censées prendre, ou leurs modes de « prolifération ». La survalorisation du « micro », du local, voire de l'individuel aux dépens du collectif, des classes et des acteurs plus centraux des luttes sociales, n'autorise pas à penser les usages de l'informatique connectée en lien avec les structures sociales, économiques et politiques des sociétés capitalistes avancées. Les notions de pouvoir et de domination sont appréhendées comme des vieilleries idéologiques, tandis que les « arts de faire » spontanés, détournements et autres bricolages des « micro-résistances » sont au contraire survalorisés au détriment d'une prise en compte du contexte social global, du politique et des rapports de force. L'exploration et la consécration systématique des marges et des innovations techniques devient, dans cette perspective, la seule voie du renouvellement des logiques sociales, remplaçant les avant-gardes politiques par des avant-gardes technologiques, aveugles aux rapports de force structurant le champ de la communication et condamnées à mourir et à renaître de leurs cendres à chaque nouveauté technologique.

C'est dans une veine sensiblement proche que Manuel Castells a, ces dernières années, développé la notion de « communication de masse individuelle » (*mass self-communication*). Les mises en perspective que propose l'auteur de *La société en réseaux* et ses suiveurs (e.g. Allan, Matheson, 2004) se fondent sur une tendance émergente, celle de la généralisation de la participation des individus sur Internet, qu'ils décrivent comme une processus hybride d'*empowerment*, de réflexivité, d'autodidaxie, d'expérimentation et de réappropriation de la parole. Aussi, les exemples dont ils illustrent leurs propos théoriques sont plutôt liés à des mobilisations sociales ou à des événements dramatiques documentés par des témoignages dans la logique du *victims and witnesses* (tsunami en Asie du Sud-est, guerre en Irak, attentats de Londres, Ouragan Katrina en Floride, etc. – Allan, 2007). La « communication de masse individuelle » serait ainsi « une nouvelle forme historique de communication de masse parce que celle-ci s'adresse à un public potentiellement mondial (...). En même temps, elle est personnelle parce que les messages sont autoproduits, et que le ciblage des émissions, ainsi que la réception des contenus électroniques sont autosélectionnés » (Castells, 2009 : 55). Et d'ajouter : « nous sommes en effet rentrés dans un nouveau domaine de la communication dont le squelette est composé de réseaux informatiques, dont le langage est numérique, et dont les participants sont globalement distribués et interactifs. Certes, le support, aussi révolutionnaire soit-il, ne détermine pas le contenu et l'effet des messages. Mais il rend possible un foisonnement et une autonomisation accrue de la plupart des flux de communication qui, par là-même, permettent de construire et reconstruire à chaque seconde,

dans l'esprit du public, la production locale et mondiale du sens » (Castells, 2007 : 248). Pour le sociologue catalan, « plus un individu développe un projet d'autonomie personnel, plus il va utiliser Internet, et plus il mobilise l'informatique connectée, plus il va s'émanciper des règles sociétales et institutionnelles » (Castells, 2007 : 249). Les perspectives que développent Castells sont à l'évidence empruntées d'un déterminisme de la performance technologique et ont tendance, bien que celui-ci s'en défende, à rabattre la communication, la production d'information et leurs usages sociaux sur les mythologies de la société de l'information (George, Granjon, 2008) et du Web collaboratif (Bouquillion, Matthews, 2010). Dans son dernier ouvrage intitulé *Les Réseaux de l'indignation et de l'espoir*, ce sont les réseaux numériques, sociaux, professionnels, neuronaux, etc., et leurs interconnexions qui sont ainsi présentés comme étant au principe du renouvellement des modes d'action collective et plus encore de la vie en société. Dans un style qui n'a plus rien de sociologique, il écrit : « les racines d'une nouvelle vie se répandent partout, sans plan central, se déplaçant et se réticulant, conservant la fluidité de l'énergie, en attendant le printemps. Parce que ces nœuds sont toujours connectés. Il y a les nœuds des réseaux de l'Internet, locaux et mondiaux, et il y a les réseaux personnels, vibrant sous l'impulsion d'une nouvelle sorte de révolution dont l'acte le plus révolutionnaire est l'invention de soi » (Castells, 2012 : 144-145).

D'autres travaux prenant plus spécifiquement pour objet l'autopublication, notamment autour du *blogging*, ont également souligné l'importance prise ces dernières années par les phénomènes de type *self media*. La publication/publicisation des contenus et des personnes s'étant considérablement développée, elle tend à mobiliser des formes d'investissement de plus en plus disparates parcourant un spectre allant de la défiance institutionnelle à la promotion personnelle (Cardon, Delaunay-Tétérel, 2006). Peut-être plus remarquable encore, c'est, nous fait-on remarquer, « la notion même de public qui se trouve modifiée par ces formes d'autoproduction, dans la mesure où la séparation entre réception et production devient partiellement indistincte, mais surtout parce que le travail de production du public apparaît comme une activité personnalisée et interactive » (Cardon *et al.*, 2006 : 13).

De facto, il est indéniable que les technologies de l'Internet ont permis que se développent de nouvelles pratiques de participation dont la philosophie est celle du *Do It Yourself*, ainsi qu'un élargissement du cercle fermé des locuteurs autorisés, bien que ce cercle reste encore largement dominé par des logiques sélectives et socialement inégalitaires. Le développement de la blogosphère et des différents sites de réseaux sociaux a par ailleurs renforcé cette tendance en rendant beaucoup plus facile, accessible et moins coûteuse l'expression des individus dans l'espace public. Ces nouvelles pratiques expressives en ligne ne concernent cependant que de façon minoritaire l'information d'actualité ou la politique. Elles sont surtout animées par les transformations de l'« individualisme contemporain », qu'anime la quête de reconnaissance des singularités identitaires de chacun (Granjon, Denouël, 2010) et se déploient le plus souvent sous forme de conversations prolongeant sur le Web les pratiques ordinaires de sociabilité : amicales, amoureuses ou professionnelles (Cardon, 2008). Il n'en reste pas moins que cette expressivité généralisée contribue à articuler beaucoup plus étroitement la sociabilité des individus, leurs pratiques culturelles amateurs et les formes multiples et variées de leur expression politique.

La troisième catégorie d'études s'est précisément intéressée à cet aspect participatif de la production d'information, mais en renouvelant tant les approches conceptuelles que les terrains d'enquête (Dagiral, Parasie, 2010). L'arrière-plan théorique mobilisé étant assez majoritairement celui de la sociologie du journalisme, ces recherches ont su davantage se tenir

à distance des visions iréniques du type de celles qu'ont par exemple développées les théoriciens du post-médiatisme. Cet héritage assumé, se mâtime par ailleurs d'approches conceptuelles plus variées, par exemple socioéconomiques (Rebillard, 2010 ; 2006), pragmatiques (Canu, Datchary, 2010) ou valorisant le sujet, les activités et l'inventivité ordinaires (Ruellan, 2007). Pour une large partie, la production participative d'information est alors envisagée au travers des rapports qu'elle entretient diversement au champ journalistique. Le « journalisme citoyen » est par exemple défini par Jay Rosen (2008) comme ce qui arrive « quand les publics utilisent les outils de presse qui sont à leur disposition pour s'informer les uns les autres ». Il s'agit donc d'un « acte citoyen, à l'initiative d'une personne ou d'un groupe, jouant un rôle actif dans le processus de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information » (Bowman, Willis, 2003). Cet « acte citoyen » est par ailleurs davantage envisagé sur le modèle de la conversation que de la lecture (Gillmor, 2006), allant parfois jusqu'à inverser « la hiérarchie de l'accès aux *news* » en valorisant le point de vue des citoyens sur celui des élites et des experts (Atton, 2004) à partir « de formes hybrides de consommation-production médiatique qui précisément viennent redéfinir la division sociale du travail d'information (producteurs d'histoires vs. consommateurs d'histoires) qui est au principe des médias dominants » (Couldry, 2003 : 45).

Originellement en marge de l'espace journalistique, les médias citoyens ont progressivement mêlés professionnels de l'information et internautes profanes. Aussi, la littérature du domaine s'est beaucoup préoccupée des formes de collaboration plus ou moins resserrées entre amateurs et professionnels, qu'elle a qualifiées de différentes manières, la plupart du temps en décrivant ces activités en terme de « journalisme », mais en y associant une variété de qualificatifs : « participatif », « citoyen », « ordinaire », « public », « open source », « par le bas » (*grassroots, from below*), « de réseau », etc. (Gillmor, 2006 ; Watine, 2003), chacune de ces dénominations renvoyant à des enjeux de lutte interprétative. *De facto*, les occasions de contact entre amateurs et professionnels de l'information n'ont eu de cesse de se multiplier, les premiers ayant plus aisément la possibilité d'entrer en interaction avec des journalistes, critiquer leurs propos, contre-enquêter, discuter, commenter leurs analyses et fabriquer parfois eux-mêmes de l'information (Beckett, 2008). L'espace journalistique s'est ainsi trouvé de plus en plus soumis à une audience active susceptible de produire une contre-expertise externe. Pour une large part, les enquêtes, assez largement descriptives, se sont orientées vers l'étude de dispositifs tels qu'*ObmyNews*, *Jinbonet*, *HuffingtonPost*, *WestportNow*, *MyMissourian*, *Agoravox*, *Mediapart*, *LePost*, *Rue 89* ou encore *BondyBlog* et les différents répertoires d'activités éditoriales et d'espaces collaboratifs fournis par ces sites, permettant des envois de contenus variés, des suggestions de sujets, des commentaires d'articles, des discussions sur des forums, des tenues de blogs, etc. (Sedel, 2011 ; Noblet, Pignard-Cheynel, 2010 ; Thurman, 2008 ; Rutigliano, 2007 ; Bentley *et al.*, 2007 ; Touboul, 2006 ; Kim, Hamilton, 2006).

Ces recherches ont notamment montré que les collaborateurs des sites de « journalisme participatif » étaient souvent des individus se situant en périphérie de l'espace éditorial traditionnel et en cela proches des journalistes dans leur manière de concevoir et de produire de l'information, mais également en proximité avec ces derniers, sous l'angle des formes de capital dont ils disposent (culturel, professionnel, etc. – Rebillard, 2007 ; Tredan, 2007 ; Flew, Wilson, 2010). Yannick Estienne évoque à cet « égard une « sphère journalistique extra-professionnelle [fondée sur une] indifférenciation croissante entre journalisme professionnel et journalisme non-professionnel », tandis que du côté du champ professionnel de production de l'information d'actualité, « cette ouverture s'inscrit dans une stratégie éditoriale plus large qui consiste à mettre en scène la “démocratisation” des pratiques journalistiques : chacun doit

pouvoir prendre activement part à la fabrication de l'information (Estienne, 2007 : 187-202). Ces travaux ont également souligné l'effet réflexif que pouvaient avoir ces collaborations sur la définition de l'identité professionnelle des journalistes, les frontières de leur métier et, bien évidemment, leurs pratiques de production d'information. L'influence de ce lectorat-producteur se lirait par exemple dans l'encouragement à opérer certains changements quant au respect des faits, au recoupement des sources, au travail des *gate-keepers*, à la hiérarchisation des informations, à la nécessité de l'investigation, ou encore au dégagement des logiques de relations publiques (Aldridge, Evetts, 2003 ; Bruns, 2008 ; Le Cam, 2006 ; Ruellan, 2007).

Le modèle analytique de ces travaux étant fondé sur une comparaison entre les activités professionnelles et les expériences alternatives de production d'information, il permet également d'évaluer les différences les plus notables entre ces formes de pratiques d'écriture publique. Si la complémentarité « pro-am » est souvent mise en avant (Reese *et al.*, 2007 ; Nieman Reports, 2003), d'autres soulignent l'existence de spécificités propres au « journalisme participatif » : un *sourcing* moins institutionnel, des formes énonciatives plus variées, un rapport au public plus direct, mais aussi une part plus importante de créativité, de subjectivité et d'affirmation identitaire (Aubert, 2009 ; Canu, Datchary, 2010 ; Bentley *et al.*, 2007 ; Glaser 2004). Pour s'en féliciter ou, au contraire, pour les dénoncer, certains ont vu dans ses évolutions une révolution signant la fin du journalisme traditionnel. Mais sans doute est-il plus mesuré d'interpréter cette dynamique participative comme une transformation des relations entre les professionnels et leurs publics qui, sans menacer l'activité de production d'information en elle-même, modifie en revanche le rapport d'autorité qui s'était installé entre producteurs et récepteurs d'information. La participation « citoyenne » sur Internet donne donc des armes nouvelles à une critique vigilante et sourcilleuse du travail des médias. Elle offre à voir des représentations du réel qui ne trouvaient pas leur place dans l'agenda des médias traditionnels, mais facilite également l'émergence de nouvelles formes de mobilisation informationnelle, lesquelles se caractérisent par leur caractère auto-organisé et décentralisé.

*

Le présent ouvrage se structure en trois sections croisant des socles théoriques et disciplinaires variés sur une même catégorie d'objets. Les deux premières parties se fondent sur un même terrain d'enquête constitué par les pratiques de sujets sociaux qui développent leurs propres espaces de publication en ligne, et ce, à distance des dispositifs d'information tant professionnels que militants. Au sein de la section I, Fabien Granjon aborde ainsi la production d'expressions citoyennes autonomes en ligne comme se situant au carrefour de trois dynamiques de mise en visibilité et en publicité : la production de contenus informationnels, la production de publics et la production de soi. À partir de la conduite de dix-sept entretiens semi-directifs approfondis auprès de producteurs d'information, il y présente différents régimes de parole publique, lesquels sont portés par des dispositifs de mise en contact qui permettent de nouvelles modalités de constitution des publics et de revisiter les manières d'attacher ceux-ci aux contenus symboliques produits. Mais l'investissement dans la production d'information se double également de pratiques de production de soi dont il est fait l'hypothèse qu'elles tiennent à des demandes de reconnaissance visant à faire valider par autrui certaines formes d'estime subjective et sociale de soi.

Dans le prolongement de cette première étude et sur la base d'un terrain commun, Julie Denouël propose, au sein de la section II, de prolonger l'examen des expressions citoyennes

autonomes, depuis une perspective qui, principalement ancrée dans le champs des sciences du langage, relève de l'analyse du discours et des approches sociodiscursives. Attentive aux modalités de composition textuelle, énonciative et interactionnelle des contenus mis en ligne, elle a pour objectif de dévoiler les différentes modalités de subjectivation qui, d'une part, contribuent à la mise en visibilité de l'identité des producteurs d'information et, d'autre part, relèvent d'un processus expressif plus large impliquant un travail de construction identitaire des sujets. En outre, il s'agit d'observer la manière dont la production de ces expressions citoyennes autonomes participe d'expériences personnelles de soi, en tant qu'elle génère différents processus d'intensification du rapport de soi à soi, lesquels, de façon réflexive, soutiennent une dynamique d'auto-réalisation. Il apparaît alors que l'investissement dans des pratiques citoyennes d'écriture ou, à tout le moins, de recherche et d'agrégation d'informations, n'est jamais aussi important que lorsqu'il s'accorde avec des *expériences personnelles de soi*, permettant aux individus de s'engager dans une démarche à la fois *constructive et améliorative de soi*.

La section III du présent ouvrage entend, quant à elle, revenir sur la production d'information en ligne *aux* marges, plutôt qu'*en* marge du journalisme professionnel. Se fondant sur une analyse compréhensive de dix-huit entretiens semi-directifs conduits auprès de contributeurs réguliers à des plateformes d'information en ligne (*Rue 89, Mediapart, Huffington Post, Atlantico*, etc.), Aurélie Aubert revient plus précisément sur les significations de leurs pratiques de production d'information. Elle relève également que l'engagement citoyen dont ils font montre peut être considéré comme un processus d'auto-définition. Il est souligné, depuis une sociologie de la « modernité avancée », que *participer* revient bel et bien à engager une partie de soi-même, mais que cet investissement n'est pas pour autant désintéressé, cadré qu'il est par la recherche de gratifications symboliques. La production d'expressions citoyennes autonomes tient ainsi à l'existence de projets réflexifs et de formes d'affirmation de soi, lesquels sont couplés à des visées citoyennes qui en spécifient l'actualisation pratique.

